

BREXIT European lawyers in the UK

4 December 2020

Denis PHILIPPE



Plan

1. Situation actuelle/ enjeux
2. Solicitors
3. Question complémentaires
4. Barristers
5. UK lawyers en Belgique
6. Arbitrage
7. Irlande

1.Situation actuelle

Suite à l'accord de retrait

Statu quo jusqu'au 31 décembre 2020

Reconnaissance mutuelle des qualifications
professionnelles et régime des avocats européens

Liberté d'établissement

Liberté de prestations de service

Directive qualifications

Solicitor profession plus large

Enjeu important pour les cabinets anglais (milliards au moins de revenus venant de l'export

Négociations menées par le gouvernement et non par les organes (barrister/solicitors)

Law society/ Bar council fort actifs

Enjeu aussi : Cour de justice: EU lawyer

OMC

Pas de règle préférentielle

Tout le monde

Qualified Lawyers Transfer Scheme (QLTS)

Examen avec cas pratiques

Exemptions au cas par cas

II. Solicitors

Solicitors regulation authority (SRA)

Contact pas toujours facile car tout se fait par voie électronique

2.1. REL:Avocats belges: Registration European lawyers

A. Introduction

Enregistrement par voie digitale

3 options

- Devenir directement RFL
- Révoquer au 31 décembre /Peut stopper maintenant
- Passer comme solicitor

B. Registered European lawyers: statut

Article 10 Directive

Peuvent devenir solicitor et y exercer sous ce titre en Angleterre

Si pratique depuis trois ans sous son titre d'Etat d'origine

Membre d'une profession reconnue dans son pays d'origine

Certification de bonne vie et moeurs

Brexit conséquence pour le REL

Exit

Liberté d'établissement

Liberté de prestation de services (sans aucune inscription)

Représenter les clients devant les juridictions (avec modalités)

Principe de la reconnaissance mutuelle disparaît

L'équivalent de la liste E

C.Première option: Registered foreign lawyer : qu'est-ce?

Qui est dans une pratique juridique multinationale
Au moins un praticien dans une autre juridiction

Pas d'inscription si

Employé

Juriste d'entreprise

Travaille dans une firme étrangère

Que peut faire le RFL?

Peut donner des conseils relatifs aux droits de son propre pays et effectuer des prestations relatives aux services réservés tels que:

En ce compris des avis sur les aspects financiers et juridiques d'une opération financière ou de m&a

Procédures en matière d'immigration

Possibilité de prêter des services réservés sous la supervision d'un avocat local

Services réservés

the exercise of a right of audience

the conduct of litigation

reserved instrument activities (for example, for real estate transactions)

probate activities

notarial activities

the administration of oaths

D. 2^{ème} option: RFL vers solicitors à part entière

En principe

Évaluation

Examen QCM

Examen sur le terrain Objective Structured Clinical Examination

Connaissance du droit england & wales

Avant exemptions notamment is

Avocats suisse ou européen

condition pour les REL pour pouvoir devenir solicitor sans respecter les autres conditions et sans examen d'équivalence:

exercer depuis trois ans
prouver le travail effectué au UK

est-ce la réciprocité?

III. Questions complémentaires: Sociétés

Vérifier aussi si le type des sociétés est éligible

Peut continuer sous l'ancienne structure?

Normalement si pas d'accord les structures juridiques de l'Etat d'origine ne sont pas reconnues

3.1.Assurances

Pas de couverture automatique

TVA

Désormais Pas de tva pour les prestations facturées
au RU

Avant TVA

3.2.TVA

ACTUELLEMENT

Lorsqu'une société d'un pays de l'Union Européenne facture au Royaume-Unis,

Si la société Anglaise a un n° de TVA, alors facturation sans TVA = TVA Intracommunautaire

Si c'est une personne physique Anglaise, (ou une société sans numéro de TVA ou numéro erroné) alors application de la TVA (21% à partir de la Belgique, 17% à partir du Luxembourg)

TVA BREXIT

En toute logique, lorsque le BREXIT sera acté, sauf accord spécial ou de transition, le principe de la TVA sera le même que pour les pays hors Union Européenne

Facturation sans TVA tant pour les sociétés avec ou sans numéro de TVA, et les personnes physique.
Dans ce cas ce sont les personnes physiques les gagnantes.

3.3. Vie privée

En cas d'accord (et si cet accord inclut les aspects de protection des données personnelles), le RU pourrait être assimilé aux autres pays de l'UE, de sorte que rien ne changerait à cet égard.

A l'inverse, en l'absence d'accord, le RU sera considéré comme un pays hors Espace Economique Européen. En conséquence, tout transfert de données personnelles vers le RU devra être soumis à des garanties appropriées, destinées à démontrer que les données bénéficieront du même degré de protection qu'au sein de l'EEE.

Vie privée suite

Ces garanties peuvent prendre différentes formes, dont les plus courantes sont les suivantes :

- Une décision d'adéquation de la Commission européenne qui, après analyse de la législation britannique, estimerait qu'elle protège les données personnelles de façon similaire au GDPR. Une telle décision prendra toutefois un certain temps à être adopté ;
- Des garanties contractuelles à conclure entre l'émetteur et le destinataire des données sous la forme des Standard Contractual Clauses publiées par la Commission européenne.

Possibilité de demander une qualification comme
solicitor

IV Barristers

Solutions assez similaires que pour les solicitors

Beaucoup moins fréquents pour les avocats belges

Avocats EEE lawyers

Si pratiquait déjà antérieurement au moins trois ans ou avait déjà introduit sa candidature, peut continuer

Possibilité aussi d'admission au cas par cas

Sinon Qualified foreign lawyer (QFL)

Register european lawyers disparaît

V.UK lawyers en Belgique

Ne peuvent plus plaider sans qualification
additionnelle

Distinction selon l'ancienneté

Belgique: liste B toujours le home title

Ordre flamand: peut pratiquer droit étranger,
européen et local

Ordre français: peut pratiquer droit étranger et
européen

Liste B

Pas plaider devant les juridictions belges (en ce compris le Conseil d'Etat)

Ne peut plaider devant le conseil du contentieux des étrangers

Mais peut représenter en arbitrage, conciliation ou médiation ou les organes administratifs

Plaider accompagné d'un avocat local

Secret professionnel

Juristes d'entreprise

In house counsels

6.Arbitrage international

Reste important pour Londres

Bar council Plaide pour que les arbitres puissent continuer à exercer leurs activités en Europe

Pas de législation européenne pour la reconnaissance des décisions

7. Un pont : l'Irlande

Bon nombre d'avocats britanniques

Thank you very much for your attention



FINE ART IN LEGAL PRACTICE



BRUXELLES - BRUSSEL

Chaussée de la Hulpe 181 / 9
Terhulpesteenweg 181 / 9
B - 1170 Bruxelles / Brussel
T +32 2 250 39 80
F +32 2 250 39 81

LIÈGE

Boulevard Frère-Orban 34/32
B - 4000 Liège
T +32 4 220 52 00
F +32 4 223 42 39

MONS

Rue Notre-Dame Débonnaire 16
B - 7000 Mons
T +32 65 400 410
F +32 65 348 969

LUXEMBOURG

Boulevard Grande-Duchesse Charlotte 30
L - 1330 Luxembourg
T +352 266 886
F +352 266 88 700

LONDON

59A Star Street
London W2 1QQ Great Britain
T +44 789 5072 544

PARIS

Avenue d'Eylau 35
F - 75116 Paris
T +33 1 53 70 05 80
F +33 1 49 54 04 55

